REQUETE AUX FINS D'EXECUTION D'UN JUGEMENT

Article L. 911-4 du Code de Justice Administrative

POUR :

L'association Groupe d'information et de soutien des immigré.e.s (GISTI), dont le siège est situé au 3 villa Marcès à Paris (75011), prise en la personne de ses deux co-président.e.s

La Ligue des Droits de l'Homme (LDH), dont le siège se situe 138 rue Marcadet 75018 Paris, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à agir en justice

La Fédération des associations de Solidarité avec toute-s les immigré-e-s dont le siège est situé 58 rue des Amandiers 75020 Paris, représentée par son co-président Antoine BELIVEAU

Ayant pour Conseil

Maître Marjane GHAEM
Avocate au barreau d'Avignon
58 avenue Charles de Gaulle
84130 LE PONTET

CONTRE :

La décision du maire de Tsingoni portant refus implicite d'exécution des jugements n°**2104055, 2104056, 2104074, 210475, 210476, 210477, 210478, 210479 et 210480 en date du 29 mars 2024** en ce qu'il lui était enjoint au maire de Tsingoni de mettre la liste des pièces mentionnée à l'article L. 131-6 du code de l'éducation en conformité avec les prescriptions de l'article D.131-3-1 du code de l'éducation dans un délai de trois mois

PLAISE AU TRIBUNAL

I. FAITS ET PROCEDURE

Par neuf jugements en date du 29 mars 2024, le tribunal de céans enjoignait au maire de Tsingoni de mettre la liste des pièces mentionnée à l'article L. 131-6 du code de l'éducation en conformité avec les prescriptions de l'article D.131-3-1 du code de l'éducation dans un délai de trois mois.

Aucun appel n'a été interjeté contre ces jugements, désormais définitif. Le délai de trois mois offert par la juridiction de céans au maire de Tsingoni pour mettre en conformité la liste des pièces est désormais expiré.

A la date de la présente requête, la mairie de Tsingoni exige, pour scolariser un enfant soumis à l'obligation scolaire dans une école de la commune, du demandeur de justifier de sa qualité de représentant légal. Il est précisé que « *pour le responsable légal d'un enfant sans lien de mariage, un acte de tutelle est obligatoire pour justifier de l'autorité parentale sur l'enfant* ». Le représentant légal est invité à justifier de son identité. Des témoignages concordants font état de refus au motif que le parent ne justifie pas de sa régularité de séjour sur le territoire. S'agissant de la preuve d'une adresse, le service scolarisation conditionne le dépôt du dossier à la production d'un justificatif de domicile de moins de trois mois. Il a été demandé à plusieurs personnes qui avaient établi des attestations d'hébergement de se présenter auprès de la mairie pour confirmer l'hébergement de l'intéressé.e.

Ces exigences sont contraires aux textes en vigueur.

C'est en cet état que se présente l'affaire.

II. DISCUSSION

Aux termes de l'article L.911-4 du code de justice administrative dispose que :

« En cas d'inexécution d'un jugement ou d'un arrêt, la partie intéressée peut demander au tribunal administratif ou à la cour administrative d'en assurer l'exécution ».

L'article R.921-1-1 du même code précise que :

« La demande tendant à ce que le tribunal administratif prescrive les mesures nécessaires à l'exécution d'un jugement définitif de ce tribunal, en assortissant, le cas échéant, ces prescriptions d'une astreinte, ne peut être présentée, sauf décision explicite de refus d'exécution opposée par l'autorité administrative, avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification de ce jugement. (...) »

Enfin, l'article R.921-6 du même code indique :

« Dans le cas où le président estime nécessaire de prescrire des mesures d'exécution par voie juridictionnelle, et notamment de prononcer une astreinte, ou lorsque le demandeur sollicite dans le mois qui suit la notification du classement décidé en vertu du dernier alinéa de l'article précédent et, en tout état de cause, à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la saisine, le président de la cour ou du tribunal ouvre par ordonnance une procédure juridictionnelle. Cette ordonnance n'est pas susceptible de recours. L'affaire est instruite et jugée d'urgence. Lorsqu'elle prononce une astreinte, la formation de jugement en fixe la date d'effet. »

L'objet de la présente requête vise à solliciter de la juridiction des mesures d'exécution à commencer par le prononcé d'une astreinte sans laquelle il sera impossible pour les associations requérantes d'espérer obtenir l'exécution dudit jugement.

PAR CES MOTIFS

Et tout autre à produire, déduire ou suppléer au besoin même d'office, le GISTI, la LDH et la FASTI concluent qu'il plaise au tribunal administratif de Mayotte :

- Constaté que l'injonction prononcée par la juridiction de céans dans le jugement en date du 29 mars 2024 n'a pas été exécutée,
- Réitérer l'injonction de mettre la liste des pièces mentionnée à l'article L. 131-6 du code de l'éducation en conformité avec les prescriptions de l'article D.131-3-1 du code de l'éducation et l'assortir d'une astreinte de **500 € (cinq cents euros)** par jour de retard en application des articles L. 911-1 et L 911-3 du code de justice administrative,
- Enjoindre au maire de Tsingoni de publier sur le site internet de la commune les jugements rendus par la juridiction de céans le 29 mars 2024,
- Condamner le maire de Tsingoni, en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, à leur verser la somme de 1.500 € au titre des frais engagés.

SOUS TOUTES RESERVES